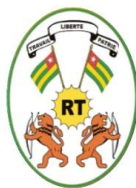

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Travail-Liberté-Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

*DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE
ET DU FINANCEMENT*

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2019



Février 2020

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions par adjudication.....	8
Tableau 2 : Termes des Accords de Prêts signés en 2019 (en milliards de FCFA).....	10
Tableau 3 : Caractéristiques des Emissions de Bons de Trésor effectuées en 2019.....	12
Tableau 4 : Caractéristiques des Emissions d'obligations du Trésor effectuées en 2019	13
Tableau 5 : Caractéristiques de l'emprunt syndiqué	14
Tableau 6 : Encours de la dette publique de 2017 à 2019 (en milliards de FCFA).....	15
Tableau 7 : Situation de la dette publique de 2017 à 2019	16
Tableau 8 : Dynamique de la dette intérieure entre 2018 et 2019	17
Tableau 9 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2019	18
Tableau 10 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2019.....	19
Tableau 11 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2019.....	20
Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre	20
Tableau 13 : Indicateur de coût et de risque de la dette à fin 2019	21
Tableau 14 : Liste des requêtes de financement adressées aux bailleurs de fonds.....	28

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 27 décembre 2019.....	8
Figure 2 : Répartition par secteur de financements obtenus en 2019	10
Figure 3 : Situation des tirages sur les emprunts extérieurs par créancier au 31 décembre 2019 (en milliards de FCFA)	11
Figure 4 : Répartition par secteur des tirages sur emprunts extérieurs en 2019	11
Figure 5 : Répartition des bons du Trésor par zone géographique à fin 2019	12
Figure 6: Evolution des taux de couverture	13
Figure 7 : Evolution des émissions brutes de 2015 à 2019.....	17
Figure 8 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier à fin 2019	18
Figure 9 : Composition de l'encours de la dette extérieure par devise à fin décembre 2019.....	19
Figure 10 : Profil d'amortissement de la dette à fin 2019	22
Figure 11 : Seuil de viabilité de la dette extérieure	24
Figure 12 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)	25
Figure 13 : Taux d'endettement (Dette totale/PIB).....	25
Figure 14 : Evolution du taux de croissance du PIB réel	26
Figure 15 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)	26
Figure 16 : Taux d'endettement (Dette totale/PIB).....	26

SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNY	Yuan renminbi
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DGEAE	Direction Générale des Etudes et de l'Analyse Economique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds African de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale des Etats Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSN	Fonds Spécial du Nigéria
FMI	Fonds Monétaire International
EUR	Euro
IDA	Association Internationale de Développement
MUFG	Mitsubishi UFJ Financial Group
OPEC	Organisation de l'OPEP pour le Développement International
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
UCF	Unité de Compte FAD
USD	Dollar des Etats Unis
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Le présent rapport témoigne de la volonté des autorités togolaises de poursuivre les réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence de la gestion de la dette publique conformément aux bonnes pratiques internationales.

Ledit rapport rend compte de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, la ventilation de la dette publique par devise, par structure d'échéance et par structure de taux d'intérêt ainsi que l'utilisation des ressources mobilisées.

Il s'articule autour des points ci-après :

- les objectifs de la gestion de la dette publique ;
- le contexte macroéconomique et financier ;
- le point sur la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public de l'année 2019 ;
- la structure de la dette publique ;
- les indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique ;
- la dette garantie par l'Etat ;
- les activités du Comité National de la Dette Publique ; et
- le point de mise en œuvre des réformes.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de la gestion de la dette publique au Togo s'alignent sur les standards internationaux. Ils visent à (1) assurer les besoins de financement de l'Etat avec un compromis de risque et de coût acceptable et le paiement ponctuel de ses obligations, (2) garder les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous des seuils définis dans le CVD et de la norme communautaire de l'UEMOA, (3) promouvoir le marché des titres d'Etat.

II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES

A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt

1- Evolution de l'économie

Selon les dernières estimations¹ du Fonds monétaire international (FMI), la croissance mondiale est ressortie à 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017. Il est attendu un ralentissement de l'activité mondiale en 2019, avec un taux de croissance de 3,0%.

Au niveau des économies avancées, le taux de progression du PIB passe de 2,5% en 2017 à 2,3% en 2018 et s'établirait à 1,7% en 2019. Les faibles performances de ces économies seraient en lien avec plusieurs facteurs, notamment la baisse de confiance des entreprises et des ménages, ainsi que les incertitudes relatives à la sortie de la Grande Bretagne (Brexit) dans la Zone euro.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance est de 2,9% en 2018 contre 2,4% en 2017, en lien principalement avec la vigueur de la consommation. Mais, la croissance devrait rester modérée à 2,4% en 2019 en prenant en compte l'impact de la suspension des services publics et des dépenses budgétaires.

Dans la Zone euro, la croissance est passée de 2,5% en 2017 à 1,9% en 2018, en raison de la perte de confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise, des incertitudes entourant la politique budgétaire, de la faiblesse des échanges au sein de la zone et des craintes concernant un *Brexit* sans accord qui ont freiné l'investissement. Le ralentissement concerne les principaux pays comme l'Allemagne, la France et l'Italie qui ont enregistré des taux de croissance respectifs de 1,5%, 1,7% et 0,9% en 2018 contre 2,5%, 2,3% et 1,7% en 2017. Le taux de croissance devrait ressortir à 1,2% en 2019 pour la zone euro en liaison avec la baisse de la demande extérieure en Allemagne au premier semestre 2019.

¹ Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM), juillet 2019

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance, estimée à 4,5% en 2018, devrait passer à 3,9% en 2019. La révision à la baisse des perspectives est liée au fléchissement du rythme d'activité en Chine, induit par le recul de l'investissement, la montée de l'endettement public et privé ainsi que les répercussions négatives des tensions commerciales. Ce recul, conjugué à la baisse des commandes à l'exportation, a pesé sur la croissance chinoise qui ressortirait à 6,1% en 2019 contre 6,6% en 2018 et 6,8% en 2017. Les effets négatifs de l'escalade des droits de douane et de l'affaiblissement de la demande extérieure ont accentué la pression sur une économie déjà plongée dans un ralentissement structurel. En Inde, la croissance a fléchi passant de 7,2% en 2017 à 6,8% en 2018. Le taux de croissance devrait s'établir à 6,1% en 2019.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance est de 3,2% en 2018 contre 3,0% en 2017. Des prix du baril de pétrole plus élevés ont étayé les perspectives de l'Angola, du Nigeria et d'autres pays exportateurs de pétrole de la région. La croissance devrait rester stable à 3,2% en 2019.

Au sein de la CEDEAO, l'amélioration continue des cours des produits de base et du pétrole, depuis la mi-2016, a eu un impact positif sur la performance économique des pays membres. En 2018, le taux de croissance du PIB réel de la Communauté est estimé à 3,0%. Au Nigeria, le taux de croissance a plus que doublé en 2018, ressortant à 1,9% après 0,8% en 2017, grâce notamment au dynamisme du secteur pétrolier, dans un contexte de remontée progressive des prix du pétrole brut. Le taux de croissance du Nigeria serait de 2,3% en 2019.

Le taux d'inflation annuel moyen au niveau mondial en 2018 est de 3,6% contre 3,2% en 2017, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'effet de répercussion de la hausse des cours du pétrole. Il devrait demeurer stable à 3,6% en 2019.

Au Togo, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 4,9% en 2018 contre 4,4% en 2017. Cette croissance s'est faite dans un contexte d'inflation maîtrisée, le taux de croissance de l'indice harmonisé des prix à la consommation étant ressorti à 0,9% par rapport à 2017. En perspective, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 5,3% en 2019.

L'exécution budgétaire à fin septembre 2019 comparée à celle de fin septembre 2018 fait ressortir un déficit, dons compris, de 46,63 milliards de FCFA résultant d'un niveau d'exécution des dépenses plus important que celui de la mobilisation des ressources. Les recettes et les dépenses de l'Etat ont progressé respectivement de 18,0% et 19,0% par rapport à la même période de 2018.

Au titre des échanges commerciaux, la situation à la fin des neuf premiers mois de 2019 comparée à la même période de 2018 est marquée par une augmentation en valeur des importations contre une

baisse des exportations. Globalement, les échanges commerciaux avec les pays de la CEDEAO ont connu un recul.

La balance des paiements du Togo a enregistré en 2018, un solde excédentaire de 17,0 milliards de FCFA, consécutif à un excédent du solde du compte de capital de 175,7 milliards de FCFA, un actif net du compte financier de 59,0 milliards de FCFA et un déficit courant de 102,7 milliards de FCFA. En 2019, l'excédent de la balance des paiements serait de 10,0 milliards de FCFA.

S'agissant de la situation monétaire à fin septembre 2019, par rapport à fin décembre 2018, elle est caractérisée par un accroissement de 85,97 milliards de FCFA de la masse monétaire suite à un renforcement de l'encours des créances intérieures de 115,09 milliards de FCFA atténué par le repli des actifs extérieurs nets (AEN) de 37,50 milliards de FCFA.

2- Evolution des taux d'intérêts

Aux États-Unis, la réserve fédérale, dont l'action était largement attendue par les marchés a fini par baisser, le 31 juillet 2019, sa fourchette de taux de 25 points de base pour la porter entre 2% et 2,25%, une première baisse en 11 ans². Bien que l'activité économique aux Etats-Unis progresse à un rythme modéré, avec une croissance de 2,1% au second trimestre et un chômage au plus bas (3,7%), la Banque a estimé qu'il fallait devancer les risques externes par un stimulus. Elle prend ainsi une assurance sur l'avenir face aux incertitudes pesant sur l'économie mondiale, mais aussi face à la faiblesse persistante de l'inflation (1,4%). En perspective, la Reserve Fédéral Américain (FED) se dit prête à prendre des mesures pour soutenir l'économie américaine en cas de nécessité.

En zone euro, la Banque centrale européenne maintient le statu quo, en gardant inchangé son principal taux d'intérêt directeur aussi longtemps que nécessaire pour assurer la poursuite de la convergence durable de l'inflation vers des niveaux inférieurs, mais proches de 2% à moyen terme. Le taux d'intérêt de base de la zone euro restera à 0%, le taux marginal de prêt et le taux de dépôt restant à 0,25% et -0,50% respectivement³.

Dans l'UEMOA, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a maintenu le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt

² Source: Webedia, septembre 2019.

³ Sponsored by Xinhua News Agency. Copyright © 2000-2020 XINHUANET.com All Rights Reserved.

du guichet de prêt marginal à 4,50%. « Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l’UEMOA demeure fixé à 3%⁴ ».

L’année 2019 est marquée par un contexte de liquidités favorables aux émissions sur le marché des titres publics, ce, au regard des performances enregistrées sur les émissions.

Le niveau de couverture des émissions a fortement contribué à une baisse des rendements toutes maturités confondues de 58 pb en moyenne comparativement à 2018.

Pour l’ensemble des Etats de la zone, les rendements ont évolué entre 4,09% et 7,88% sur les maturités comprises entre 3 mois et 7 ans.

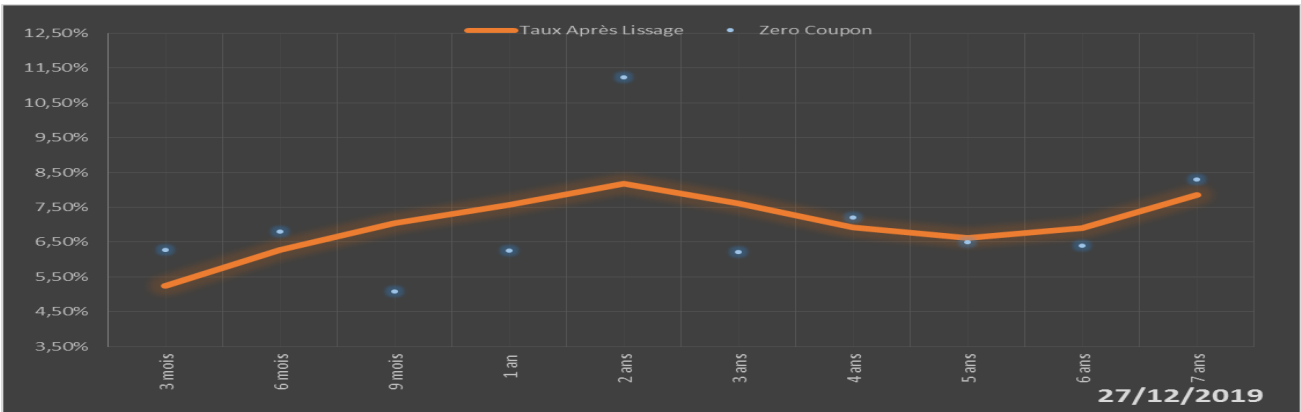
Pour l’Etat du Togo, nous notons également une baisse uniforme des rendements de 50 pb en moyenne sur les différents points de rendement par rapport au niveau enregistré en 2019 (toutes maturités confondues).

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions par adjudication

Maturité	TMP/RMP 2019	TMP/RMP 2018	Var 2019-2018
1 an	6,35%	6,88%	-0,53%
2 ans	7,88%	7,92%	-0,04%
3 ans	6,88%	7,67%	-0,78%
5 ans	6,83%	7,49%	-0,66%

Source : DGTCP

Figure 1 : Courbe de rendement du Togo au 27 décembre 2019



Source : Agence UMOA-Titre

⁴ BCEAO

III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT - ANNEE 2019

A- Financements extérieurs

1- Accords de prêt signés avec les créanciers extérieurs

La stratégie retenue vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels, la mise en œuvre des clauses du programme avec le FMI, l'amélioration de la qualité de ses politiques et institutions pour bénéficier des nouvelles facilités de l'IDA18&19 et du FAD14&15 et des dons auprès d'autres partenaires. Elle autorise également la mobilisation des emprunts extérieurs non concessionnels de valeur actualisée nette de 200 milliards de FCFA dans le cadre de l'opération de reprofilage.

Au titre de l'année 2019, les engagements extérieurs du Gouvernement togolais sont au nombre de six (06) pour un montant total de 131,31 milliards de FCFA dont cinq (05) sont essentiellement contractés auprès des créanciers extérieurs concessionnels.

- Créanciers bilatéraux : le Fonds Koweitien ;
- Créanciers multilatéraux : La Banque Européenne d'Investissement (BEI), le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), Fonds spécial du Nigéria (FSN), le Fonds africain de développement (FAD) et l'Association internationale de développement (IDA).
- Créanciers commerciaux : MUFG Bank of Tokyo.

Le tableau ci-dessous indique les conditions financières associées à chaque Accord de Prêt signé avec ses différents créanciers.

Tableau 2 : Termes des Accords de Prêts signés en 2019 (en milliards de FCFA)

Créanciers	Nom du Projet	Date de signature	Montant en devise originale	Devise originale	Montant (en milliards de FCFA)	Taux (en %)		Maturité (année)	Différé (année)
						Intérêt	Commission		
FONDS KOWETIEN	Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kara et ses environs	31/01/2019	7 000 000	KWD	13,21	1,5	-	25	5
FIDA	Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risque (ProMIFA)	07/02/2019	3 300 000	EUR	2,16	0,75	-	40	10
BAD (Fonds Spécial du Nigéria -FSN)	Projet de transformation agro alimentaire du Togo	18/06/2019	4 000 000	UC	3,23	0,75	0,5	27	7
MUFG BANK OF TOKYO	Reprofilage de la dette	27/09/2019	103 625 000	EUR	67,97	4,68		10	2
FAD	Projet d'appui au volet social du programme CIZO d'électrification rurale au Togo (PRAVOST)	17/12/2019	360 000	UC	0,29	0,75		40	10
IDA	Premier financement de la politique de développement de la gestion budgétaire (Reprofilage de la dette) et de la réforme énergétique	17/12/2019	56 100 000	EUR	36,80	0,75		38	6
BEI	Projet de financement de l'Adhésion du Togo à l'ACA	19/12/2019	11 370 000	EUR	7,46	0,49		15	5
Total					131,13				

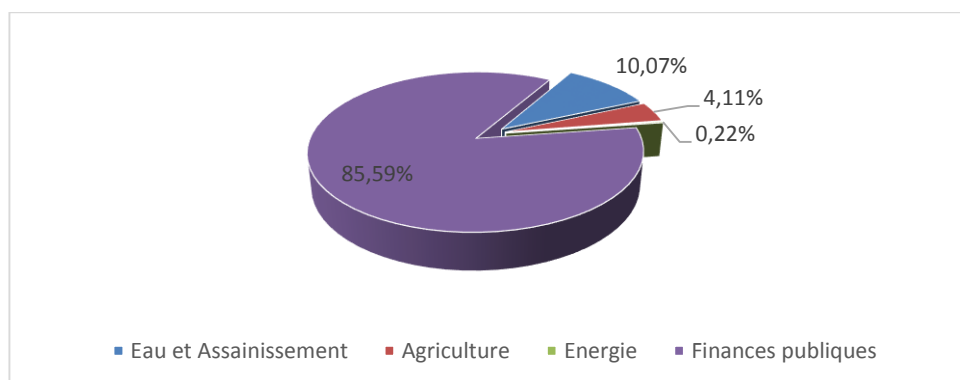
Sources : DGTCP

Cette politique de mobilisation des ressources extérieures est en phase avec les orientations du document de stratégie d'endettement public 2019-2023 qui vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels.

La mobilisation des emprunts extérieurs tient également compte de l'opération de reprofilage de la dette intérieure qui permettra de réduire le risque de refinancement liée au portefeuille de la dette publique.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des emprunts extérieurs 2019 par secteurs. Il s'agit des secteurs : des Finances Publiques, de l'Eau et Assainissement, de l'Agriculture et de l'Energie.

Figure 2: Répartition par secteur de financements obtenus en 2019

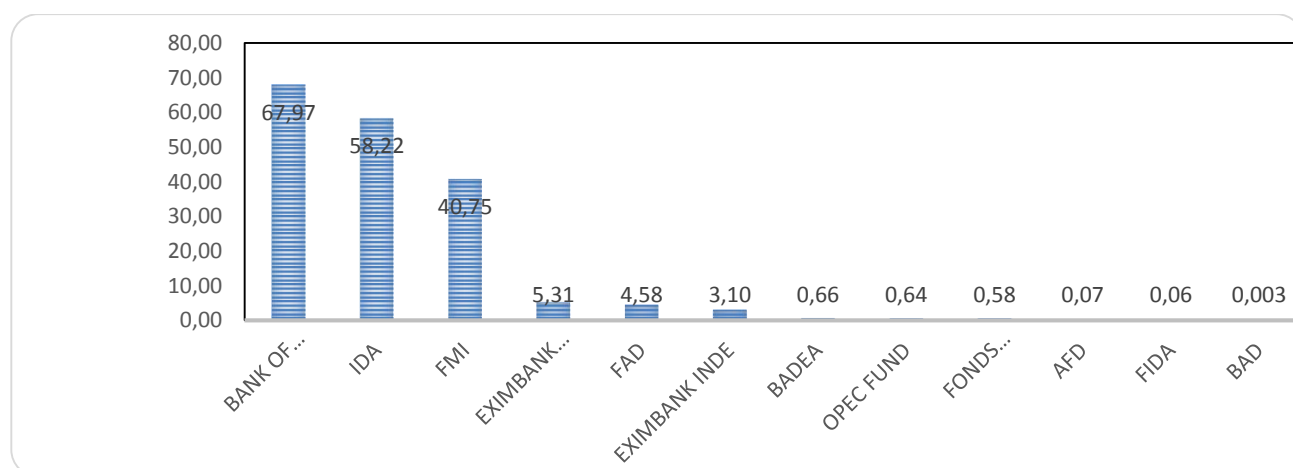


Source : DGTCP

2- Tirages des ressources extérieures effectuées en 2019

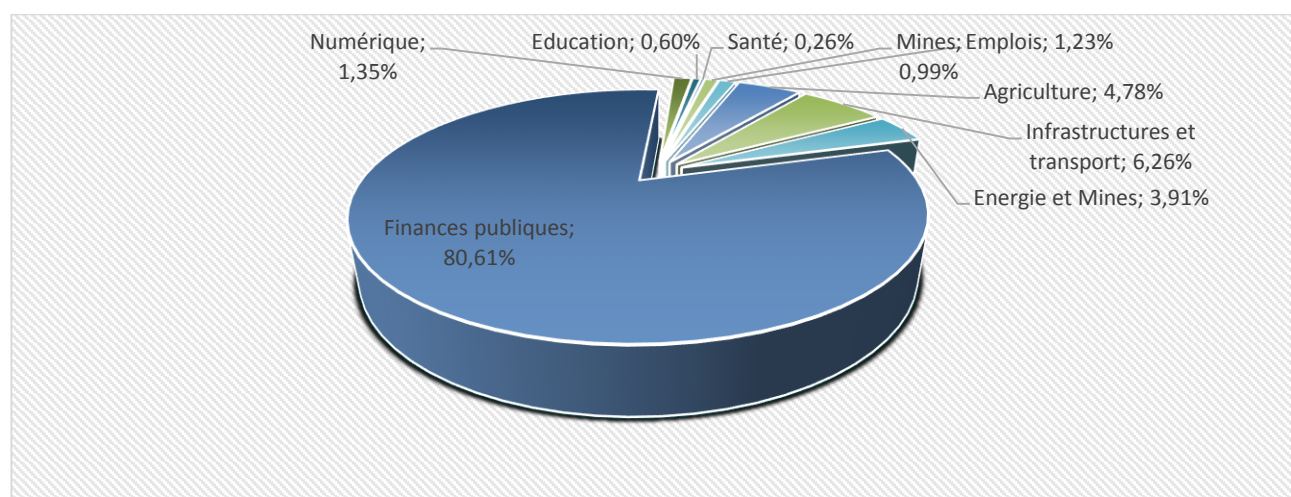
Les tirages sur les emprunts extérieurs s'établissent à 181,96 milliards de FCFA à fin 2019, soit 47,2% d'une prévision de 385,65 milliards de FCFA inscrite dans la loi de finances 2019. Ils ont été effectués essentiellement auprès des créanciers tels que : la Bank of Tokyo (MUFG) et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement de l'opération de reprofilage, le Fonds monétaire international au titre de la facilité élargie de crédit 2017-2019, l'Eximbank Chine, le Fonds africain de développement (FAD) et l'Eximbank Inde.

Figure 3 : Situation des tirages sur les emprunts extérieurs par créancier au 31 décembre 2019 (en milliards de FCFA)



Sources : DGTCP

Figure 4 : Répartition par secteur des tirages sur emprunts extérieurs en 2019



Sources : DGTCP

Les tirages effectués en 2019 ont été plus en faveur des finances publiques à hauteur de 81% traduisant la mise en œuvre de la première partie de l'opération de reprofilage.

B- Financements en monnaie locale

Au cours de l'année 2019, le Trésor Public a émis des titres publics sur le marché régional de l'UEMOA selon le plan d'émission communiqué à l'agence UMOA-Titres. Dans le document de stratégie d'endettement 2019-2023, le Trésor devrait émettre 233,04 milliards de FCFA de titres publics pour couvrir le besoin de financement du budget 2019. La réalisation au 31 décembre 2019 se chiffre à 320,85 milliards de FCFA, soit un écart de 87,81 milliards de FCFA. Ce dépassement s'explique par la réalisation tardive de l'opération de reprofilage de la dette intérieure qui n'a été effective qu'en décembre 2019.

1- Bons du Trésor

A fin décembre 2019, l'encours des bons du Trésor se chiffre à 51,35 milliards de FCFA, dont les caractéristiques sont résumées dans le tableau ci-dessous.

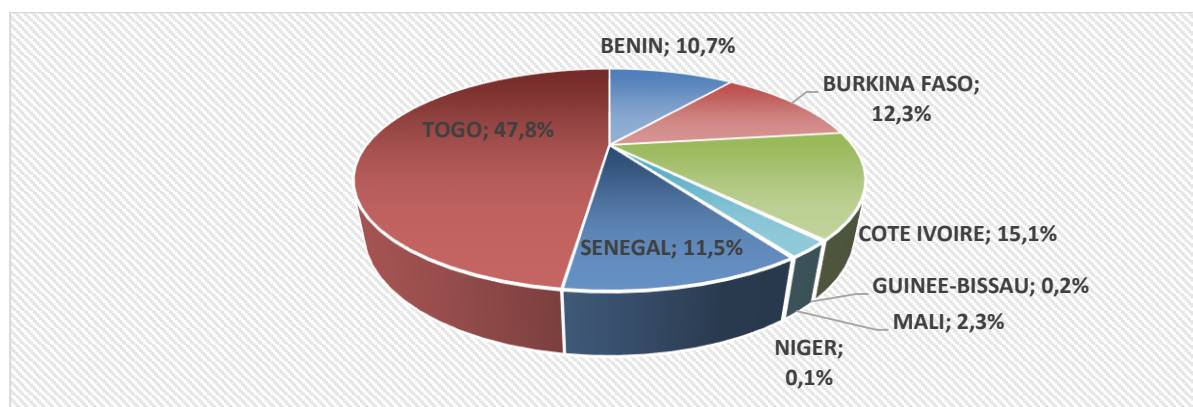
Tableau 3 : Caractéristiques des Emissions de Bons de Trésor effectuées en 2019

Titres publics	Date de l'adjudication	Code ISIN	Échéance	Volume mis en adjudication (en milliard de FCFA)	Volume émis (en milliard de FCFA)	Taux de couverture du montant mis en adjudication	Taux/Prix moyen pondéré	Rendement moyen pondéré (%)
Bons du Trésor à 12 mois	10/01/2019	TG0000001163	11/01/2020	20,00	13,63	68,13%	6,44%	6,89%
	19/04/2019	TG0000001247	19/04/2020	20,00	22,00	110,00%	5,63%	5,97%
	14/06/2019	TG0000001262	14/06/2020	20,00	15,73	78,65%	5,83%	6,19%
TOTAL				60,00	51,35			

Source : DGTCP

Le stock des bons du trésor à fin 2019, ventilé par zone géographique, est représenté ci-dessous.

Figure 5 : Répartition des bons du Trésor par zone géographique à fin 2019



Source : DGTCP

Sur le compartiment des bons du Trésor (BT), les mobilisations de ressources au cours de l'année 2019 se sont chiffrées à 51,35 milliards de FCFA de maturité d'1 an contre 126,61 milliards de FCFA un an auparavant pour une maturité d'1 an.

2- Obligations du Trésor

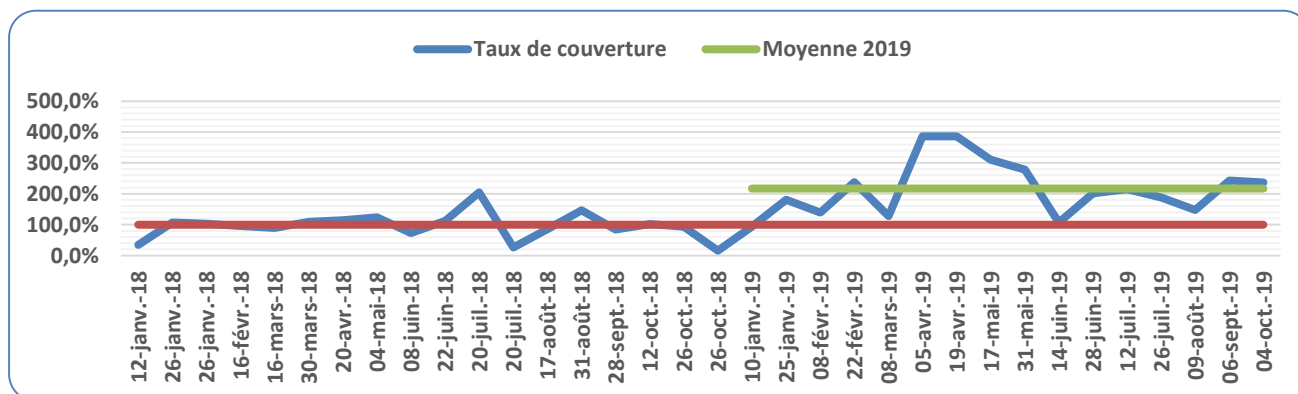
Les obligations assimilables du Trésor sont émises respectivement pour 198,09 milliards de FCFA d'une maturité initiale de 3 ans et 71,41 milliards de FCFA pour une maturité initiale de 5 ans.

Tableau 4 : Caractéristiques des Emissions d'obligations du Trésor effectuées en 2019

Obligations du Trésor	Date de l'adjudication	Code ISIN	Échéance	Coupon (%)	Volume mis en adjudication (en milliards de FCFA)	Volume émis (en milliard de FCFA)	Taux de couverture du montant mis en adjudication	Taux/Prix moyen pondéré	Rendement moyen pondéré (%)
Obligations du Trésor à 3 ans	25/01/2019	TG0000001171	28/01/2022	6,25%	20,00	22,00	110,00%	97,03%	7,38%
	08/02/2019	TG0000001189	11/02/2022	6,25%	20,00	20,00	100,00%	96,56%	7,55%
	22/02/2019	TG0000001064	23/04/2021	6,25%	15,00	13,00	86,70%	96,84%	7,88%
	08/03/2019	TG0000001205	11/03/2022	6,25%	20,00	16,59	82,90%	97,34%	7,26%
	05/04/2019	TG0000001205	11/03/2022	6,25%	20,00	22,00	110,00%	97,61%	7,17%
	31/05/2019	TG0000001254	03/06/2022	6,25%	15,00	16,50	110,00%	99,89%	6,29%
	28/06/2019	TG0000001254	03/06/2022	6,25%	20,00	22,00	110,00%	99,02%	6,62%
	12/07/2019	TG0000001270	15/07/2022	6,25%	20,00	22,00	110,00%	99,27%	6,52%
	09/08/2019	TG0000001270	15/07/2022	6,25%	20,00	22,00	110,00%	99,60%	6,40%
	04/10/2019	TG0000001296	07/10/2022	6,25%	20,00	22,00	110,00%	99,19%	6,55%
Obligations du Trésor à 5 ans	08/03/2019	TG0000001197	11/03/2024	6,50%	20,00	5,41	27,10%	96,54%	7,34%
	17/05/2019	TG0000001197	11/03/2024	6,50%	20,00	22,00	110,00%	99,48%	6,62%
	26/07/2019	TG0000001197	11/03/2024	6,50%	20,00	22,00	110,00%	99,22%	6,68%
	06/09/2019	TG0000001288	09/09/2024	6,50%	20,00	22,00	110,00%	99,47%	6,62%
Total					270,00	269,50			

Source : DGTCP

Figure 6: Evolution des taux de couverture



Source : DGTCP

Les orientations stratégiques retenues dans le document de stratégie d'endettement consistent à minimiser le coût des ressources avec un niveau de risque acceptable.

Le coût des ressources en 2019 a baissé sur chaque point de la courbe des taux de rendement de 50pb par rapport au 31 décembre 2018.

C- Résultats de l'opération de reprofilage

Dans le document de stratégie d'endettement (2019-2023), il est prévu une opération de reprofilage de la dette intérieure afin de lisser le service de la dette et réduire le risque de refinancement identifié dans le portefeuille de la dette intérieure. Dans la loi de finances gestion 2019, une première opération portait sur 200 milliards de FCFA. Il a permis de régler par anticipation, quatre (04) dettes de l'Etat dont trois (03) contractées auprès de la BOAD et un (01) emprunt obligataire par les financements de la Banque du Japon d'un montant de 103 625 000 euros et un financement de 56 100 000 euros de l'IDA. Soit un total de 159 725 000 euros, correspondant à 104 772 731 825 FCFA. Le taux de réalisation de la première phase est de : 53,39%.

Au 23 décembre 2019, le Togo a réalisé son premier emprunt syndiqué à l'international auprès de Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG) dont les caractéristiques sont les suivantes.

Tableau 5 : Caractéristiques de l'emprunt syndiqué

Montant (VN)	103,625 millions d'euros soit 67,976 milliards de FCFA
Taux	4,68%
Maturité initiale	10 ans dont 2 ans de différé
Maturité moyenne	6 ans
Valeur Actualisée Nette (VAN)	102, 6 millions d'euros
VAN/VN	99%

Source : DGTCP

Le 31 décembre 2019, l'Association Internationale pour le Développement IDA a décaissé au profit de l'opération, un montant de 56 100 000 euros, soit 36 799 187 700 FCFA au taux de 1,5% pour une maturité de 38 dont 6 ans de différé.

Les ressources mobilisées ont permis de racheter quatre (04) prêts dont les maturités résiduelles sont comprises entre 3,5 ans et 5,5 ans et des taux d'intérêts compris entre 6,9% et 7,6% l'an.

L'opération s'est révélée très intéressante par rapport au coût mesuré par la valeur actuelle nette. Il se dégage un gain de près de 15 milliards FCFA en terme de VAN et 49 milliards de FCFA de gain en terme de baisse du service de la dette sur les trois (3) prochaines années.

D- Prêts directs auprès des banques locales

Le secteur des infrastructures routières est seul le secteur ayant bénéficié du financement de la BOAD pour un montant de 20 milliards de FCFA.

IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de la dette publique directe de l'administration centrale. Aucune garantie n'a été accordée en 2019 tout comme en 2017 et 2018.

Tableau 6 : Encours de la dette publique de 2017 à 2019 (en milliards de FCFA)

Libellés	2017	2018	2019
Dette de l'Administration Centrale, par échéance et par type d'instrument de la dette	2 020,26	2 191,04	2 196,64
<i>Court terme selon échéance initiale</i>	343,55	352,10	136,80
Titres de créance	52,31	126,61	51,35
Crédits	0	0	0
Autres comptes à payer	291,24	225,49	85,44
<i>Long terme, par échéance initiale</i>	1 676,71	1 838,93	2 059,84
Titres de créance	902,50	958,03	1 069,52
Crédits	774,21	880,91	990,32
Autres comptes à payer	0	0	0
Dette totale	2 020,26	2 191,04	2 196,64
Titres de créance	954,81	1 084,64	1 120,88
Crédits	774,21	880,91	990,32
Autres comptes à payer	291,24	225,49	85,44
Par Devise	2 020,26	2 191,04	2 196,64
Monnaie locale	1 546,38	1 692,23	1 446,44
Monnaie étrangère	473,88	498,81	750,20
<i>Encours de la dette extérieure de l'administration centrale par type de créancier</i>	550,16	600,76	750,20

Source : DGTCP/DGEAE

La dette publique à fin décembre 2019 se chiffre à 2 196,64 milliards de FCFA, soit 68,67% du PIB. La situation de la dette publique de 2017 à 2019 est résumée dans le tableau ci-dessous.

Le taux d'endettement est passé de 73,6% en 2018 à 68,67% en 2019. Le Taux d'endettement en 2019 respecte la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%. Le Togo respecte désormais les cinq (05) critères de convergence de l'UEMOA.

Tableau 7 : Situation de la dette publique de 2017 à 2019

Libellés	2017	2018	2019
Dette Totale	2 020,26	2 191,04	2 196,64
<i>Dette Extérieure</i>	550,16	600,76	750,20
<i>Dette Intérieure</i>	1 470,10	1 590,28	1 446,44
Total de Tirages / Emissions	509,25	517,18	534,04
<i>Dette Extérieure</i>	73,35	72,55	181,96
<i>Dette Intérieure</i>	435,90	444,64	352,08
Total du Service de la Dette (a + b)	596,93	439, 12	517,68
<i>Service de la Dette Extérieure</i>	50,22	42,26	47,24
<i>Service de la Dette Intérieure*</i>	546,70	396,86	470,45
Total des remboursements de principal (a)	552,63	368,77	431,82
<i>Dette Extérieure</i>	40,33	33,72	38,44
<i>Dette Intérieure</i>	512,29	335,05	393,38
Total des paiements d'intérêt et commissions (b)	44,30	70,35	85,86
<i>Dette Extérieure</i>	9,89	8,53	8,80
<i>Dette Intérieure</i>	34,41	61,82	77,07

Source : DGTCP

A. Dette publique intérieure

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 1 446,44 milliards de FCFA à fin décembre 2019, soit une baisse de 9,04% par rapport à son niveau à fin 2018 due au rachat partiel par anticipation de certains prêts dans le cadre de l'opération de reprofilage de la dette.

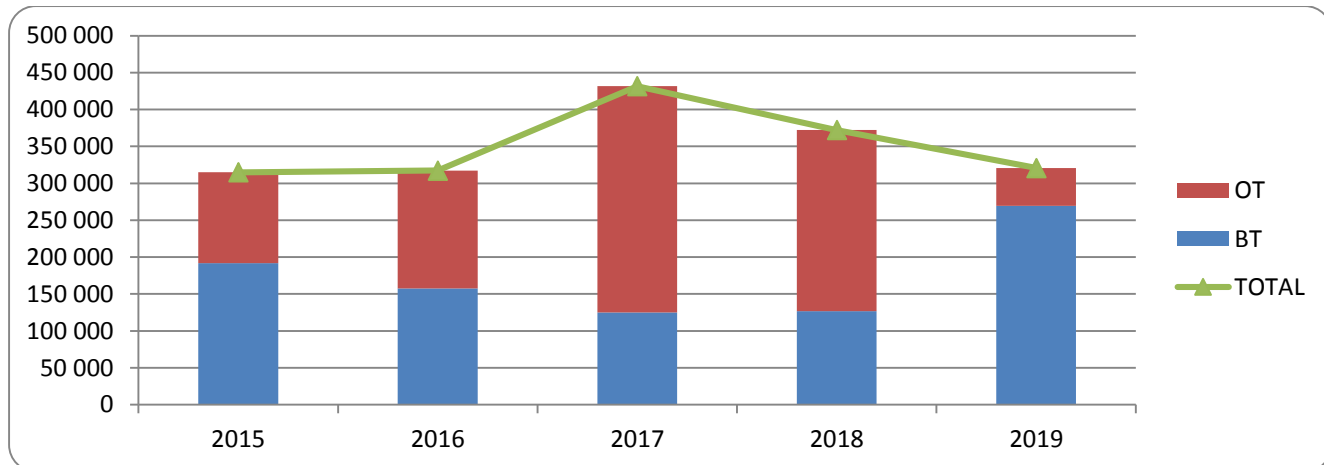
Ce stock comprend les arriérés consolidés audités par le cabinet KPMG et la dette en souffrance des sociétés liquidées pour un montant de 85,44 milliards de FCFA. La dette structurée comprend essentiellement les titres publics émis sur le marché financier régional de l'UEMOA. Le détail est consigné dans le tableau ci-après.

Tableau 8 : Dynamique de la dette intérieure entre 2018 et 2019

LIBELLES	ENCOURS AU 31-12-2018	REMBOURSEMENT AU TITRE DU PRINCIPAL	TIRAGES 2019	ENCOURS AU 31-12-2019
I-TITRES DE CREANCES	1 084,64	284,62	320,85	1 120,88
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	958,03	158,01	269,50	1 069,52
BONS DU TRESOR	126,61	126,61	51,35	51,35
II-PRETS	280,15	72,75	32,73	240,12
ALLOCATION DTS	4,39	3,58	0	0,82
BOAD, ECOBANK et IBBANK	55,15	69,18	32,73	239,31
III-AUTRES COMPTES A PAYER (ARRIERES)	225,49	140,05	0	85,44
TOTAL	1 590,28	497,42	352,08	1 446,44

Source : DGTCP

Le montant global des émissions brutes sur le marché régional ressort à 320,85 milliards de FCFA au titre de 2019, en recul de 51,31 milliards de FCFA par rapport à 2018. L'évolution des émissions brutes sur les cinq (5) dernières années est présentée par la figure ci-après.

Figure 7 : Evolution des émissions brutes de 2015 à 2019

Source : DGTCP

B- Dette publique extérieure

1 - Situation de la dette extérieure à fin 2019

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2019 se chiffre à 750,20 milliards de FCFA contre 600,76 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette variation est due aux tirages pour 182,51 milliards de FCFA, des remboursements pour 38,81 milliards de FCFA et les fluctuations de taux de change pour environ 6,20 milliards de FCFA.

Tableau 9 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2019

CREANCIERS	ENCOURS AU 31.12.2018	PRINCIPAL PAYÉS EN 2019	TIRAGES 2019/TIRAGES ANTERIEURES PRIS EN COMPTE EN 2019	VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE	ENCOURS AU 31.12.2019
EXTÉRIEURE	600,76	38,81	182,51	6,20	750,20
BILATERAUX	40,85	9,38	0,66	0,64	32,31
COMMERCIAUX	322,37	14,80	76,39	3,32	387,28
MULTILATERAUX	237,55	14,63	105,46	2,23	330,61

Source : DGTCP

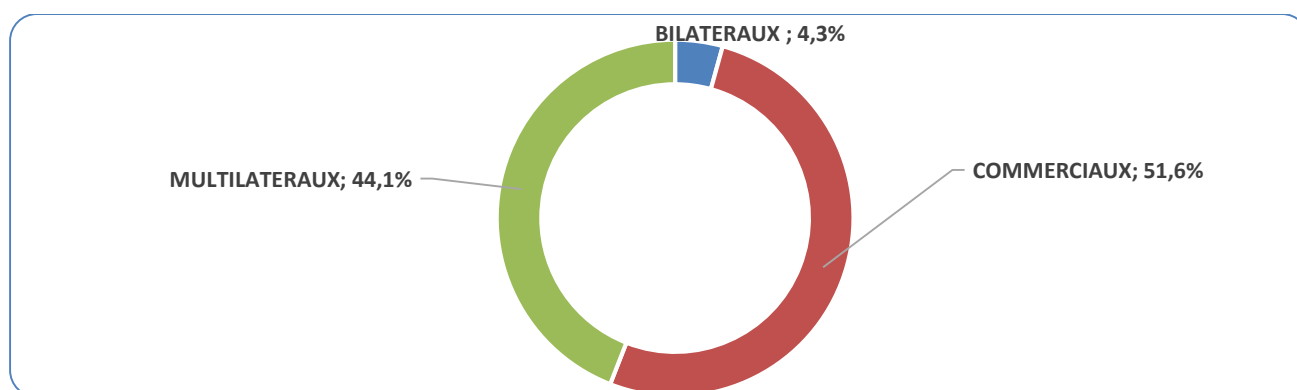
2 - Composition de la dette extérieure

La dette extérieure du Togo à fin décembre 2019 se chiffre à 750,20 milliards de FCFA et représente 34,15% du portefeuille, soit 23,45% du PIB.

La décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de créanciers et par devise est présentée ci-dessous (figures 10 et 11).

Au regard du portefeuille de la dette existant, l'encours de la dette extérieure est composé de 51,62% des engagements envers les créanciers commerciaux, 44,07% envers les multilatéraux et de 4,31% envers les bilatéraux.

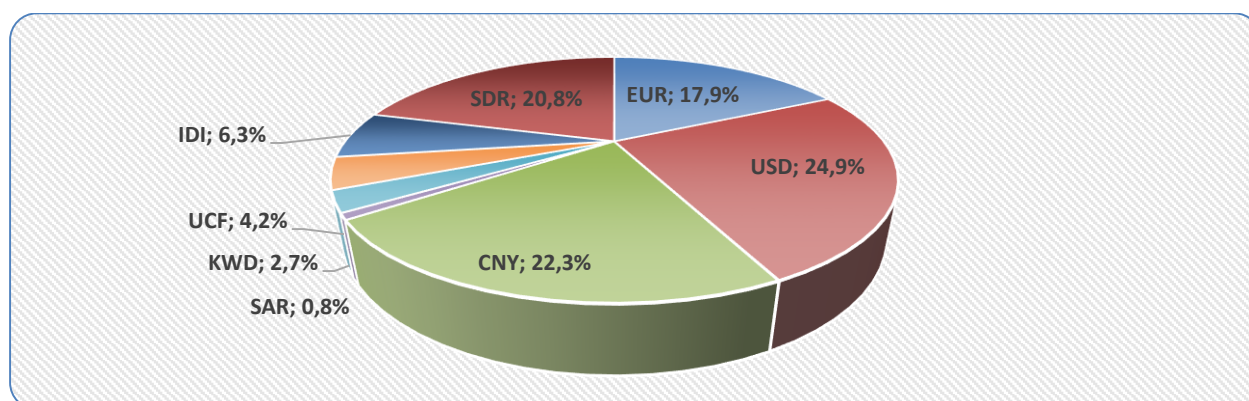
Figure 8 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier à fin 2019



Source : DGTCP

Le portefeuille de la dette publique est moins exposé au risque de taux de change. Il est composé de 65,85% de dettes libellées en FCFA. Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure est influencé par les fluctuations de certaines devises à savoir : USD (24,9%) ; Yuan renminbi (CNY) 22,3% et SDR (20,8%) comme le montre la figure ci-dessous.

Figure 9 : Composition de l'encours de la dette extérieure par devise à fin décembre 2019



Source : DGTCP

- Emprunts bilatéraux

Tableau 10 : Caractéristiques et encours des emprunts bilatéraux au 31 décembre 2019

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	ENCOURS (en milliard de FCFA)
BELGIQUE	EUR	30	11	0	5,83
FDS SAOUDIEN	SAR	25	5	2	6,12
FONDS KOWEITIEN	KWD	26	6	2	20,29
TOTAL					32,23

Source : DGTCP

Cette catégorie de dette occupe une faible part, soit 4,3% du portefeuille de la dette extérieure.

Le principal créancier bilatéral auprès de qui le Gouvernement togolais a des engagements est le Fonds Koweïtien (62,9%).

- Emprunts multilatéraux

Les emprunts multilatéraux se présentent comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 11 : Caractéristiques et encours des emprunts multilatéraux au 31 décembre 2019

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	ENCOURS (en milliard de FCFA)
BADEA	USD	25	10	1	9,81
BEI	USD	22	6	2	1,47
BID*	USD-IDI	25	7	2	53,36
BIDC	USD-UCF	26	5	2,75	21,39
FAD	UCF	40	10	0,75	21,87
FIDA	SDR	40	10	0,75	6,58
FMI	SDR	10	6	0,5	126,97
IDA	EUR-SDR	40	10	0,75	81,41
OPEC	USD	20	5	2,25	7,75
TOTAL					330,61

NB : Pour la BID, il s'agit des charges administratives

Source : DDTCP

La dette multilatérale vient en seconde position sur la base des trois (3) types de créanciers extérieurs avec 44% du portefeuille de la dette extérieure. En termes de proportion, les engagements du Gouvernement togolais représentent 38,4% du portefeuille de la dette extérieure pour le FMI contre 24,6% pour l'IDA et 16,1% pour la BID.

- Emprunts commerciaux

Tableau 12 : Caractéristiques et encours des emprunts commerciaux au 31 décembre 2019

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	ENCOURS (milliard de FCFA)
EXIMBANK CHINE	USD - CNY	20	7	2	300,67
EXIMBANK INDE	USD	22	7	1,75	18,64
BK OF TOKYO-MUFG	EUR	10	2	4,68	67,97
TOTAL					387,28

Source : DGTCP

La dette commerciale occupe plus de la moitié du portefeuille de la dette extérieure, soit 51,6%. L'Eximbank Chine (77,6%) est le principal créancier, suivi de BANK OF TOKYO-MUFG (17,6%) dans le cadre de l'opération de reprofilage de la dette intérieure et l'Eximbank Inde (4,8%) pour cette catégorie de dette. Il faut relever que les financements d'Eximbank ont permis de réaliser de grands travaux d'infrastructures, notamment la construction et la réhabilitation de l'aéroport et l'aménagement de voies de contournement au Togo.

V – INDICATEUR DE COUT ET DE RISQUE DU PORTEFEUILLE

Les indicateurs de coûts et risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique y compris les arriérés à fin décembre 2019. Le montant total des arriérés se chiffre à 85,44 de FCFA, soit 3,9% du portefeuille. Le tableau ci-dessous résume les indicateurs de coûts et de risques liés au portefeuille de la dette publique.

Tableau 13 : Indicateur de coût et de risque de la dette à fin 2019

Indicateurs de coûts et de risques				
Indicateurs de risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en milliards de FCFA)		750, 20	1 446, 44	2 196, 64
Montant (en millions d’USD)		1 282,8	2 473,3	3 756,1
Dette nominale en % du PIB		23,5	45,2	68,7
VAN en % PIB		17,8	45,2	63,0
Coût de la dette	Intérêts payés (% PIB)	0,4	2,6	3,0
	Taux d’intérêt moyen pondéré (%)	1,5	6,1	4,5
Risque de refinancement	ATM (année) : Maturité moyenne du portefeuille	8,8	3,1	5,1
	Dette échéant dans un (1) an (% de la dette totale)	4,2	20,3	14,7
	Dette échéant dans un an (% PIB)	1,0	9,2	10,2
Risque de taux d'intérêt	ATR : Temps moyen jusqu’à refixation (année)	8,8	3,1	5,1
	Refixation dans un (1) an (% de la dette total)	4,2	20,3	14,7
	Dette à taux fixe y compris Bons du Trésor (% de la dette total)	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor (% de la dette total)	0,0	5,3	3,5
Risque de taux de change	Dette extérieure en % de la dette totale			34,2

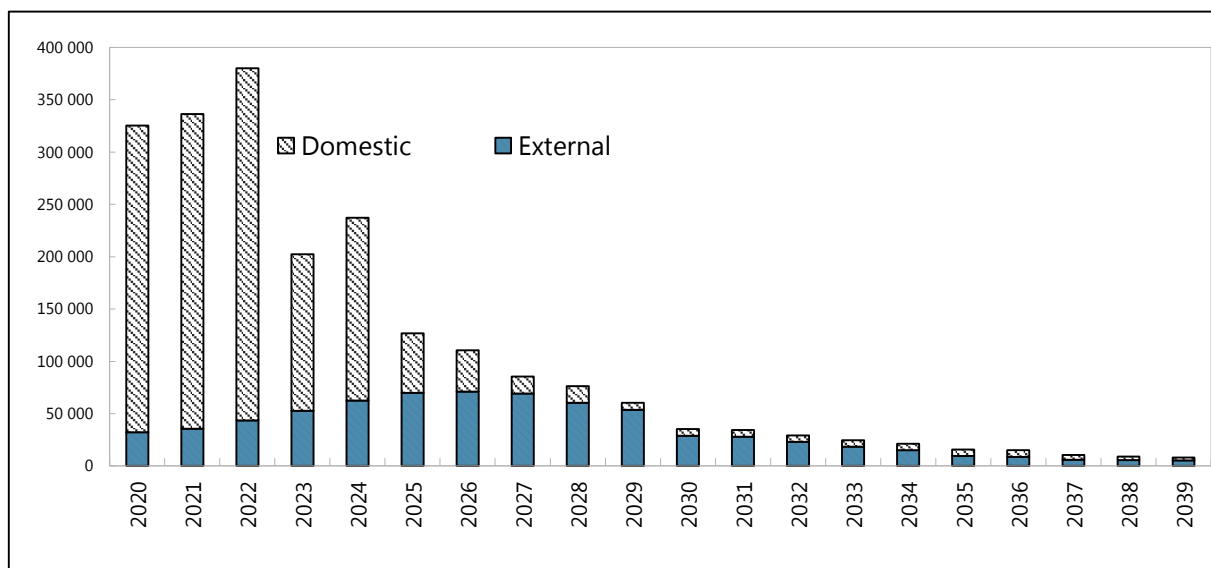
Source : DGTCP, février 2020

A- Coût du portefeuille

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 4,5 % en 2019 contre 4,6% en 2018 pour l'ensemble du portefeuille. Ce coût relativement élevé s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dominée par les titres publics qui coûtent en moyenne 6,1%, soit au moins quatre fois plus cher que la dette extérieure (1,5%). La réduction de ce coût dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser à moyen terme les ressources concessionnelles. La charge d'intérêt représente 3% du PIB. Elle est de 2,6% du PIB pour la dette intérieure contre 0,4% du PIB pour la dette extérieure.

Le profil d'amortissement de la dette montre clairement que le portefeuille est exposé à un risque de refinancement compte tenu de la maturité relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure ci-dessous indique une concentration des échéances de la dette intérieure au cours des trois (3) prochaines années qui risque de générer des pressions de refinancement.

Figure 10 : Profil d'amortissement de la dette à fin 2019



Source : DGTCP, février 2020

B - Risques liés au portefeuille de la dette existante

1- Risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs: (i) la maturité moyenne du portefeuille ; (ii) la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB et (iii) la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille est de 5,1 ans à fin 2019 contre 4,8 ans à fin 2018. La maturité s'est rallongée légèrement compte tenu de l'opération de reprofilage. Cet indicateur est influencé par la dette extérieure ayant pour maturité moyenne 8,8 ans tandis que celle de la dette intérieure est de 3,1 ans.

L'encours de la dette arrivant à échéance dans un (1) an représente 10,2% du PIB à fin 2019. Il est de 9,2% du PIB pour la dette intérieure contre 1,0 % du PIB pour la dette extérieure.

La proportion de la dette arrivant à échéance à moins d'un an est de 14,7% de l'ensemble du portefeuille de la dette. Près de 20,3% de la dette intérieure, principalement les titres publics, doit être remboursé en 2020 contre 4,2% de la dette extérieure.

Le profil de maturité indique également une forte concentration des échéances au cours des cinq prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de refinancement.

2- Risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs : (i) la durée moyenne jusqu'à révision du taux, (ii) la dette à réviser dans un an et (iii) la dette à taux fixe.

La durée moyenne de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 5,1 ans. Cet indicateur est influencé par la dette extérieure ayant pour maturité moyenne de 8,8 ans tandis que celle de la dette intérieure est de 3,1 ans.

L'encours de la dette dont le taux sera révisé dans un (1) an représente 10,2% du PIB. Cette dette qui arrive à échéance en 2020 devrait toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 20,3% de la dette intérieure qui viendrait à échéance en 2020. Il n'y a pas de dette à taux variable dans le portefeuille, ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

3- Risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 65,85% de dettes libellées en FCFA. Le portefeuille de la dette extérieure est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises à savoir : USD (24,9%) ; Yuan renminbi (CNY), 22,3% ; le SDR, 20,8%.

VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT

Conformément aux exigences du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) 2017-2019 signé en mai 2017 avec le FMI, l'Etat du Togo n'a émis aucune garantie en 2019 comme ce fut le cas ces dernières années.

VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

Les activités de la CNDP au titre de l'année 2019 s'articulent autour des points suivants :

A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique

La Commission Technique du CNDP a procédé à l'Analyse de viabilité de la dette publique (AVD) du Togo avec les données macroéconomiques et les données de la dette publique à fin décembre 2018. Deux scénarii ont été simulés afin de présenter la situation souhaitable du niveau

d'endettement et celle qui prend en compte le PND dont les dépenses d'investissement public sont évaluées à 1 623,1 milliards de FCFA sur la période 2018-2022, représentant 35,1% du coût global.

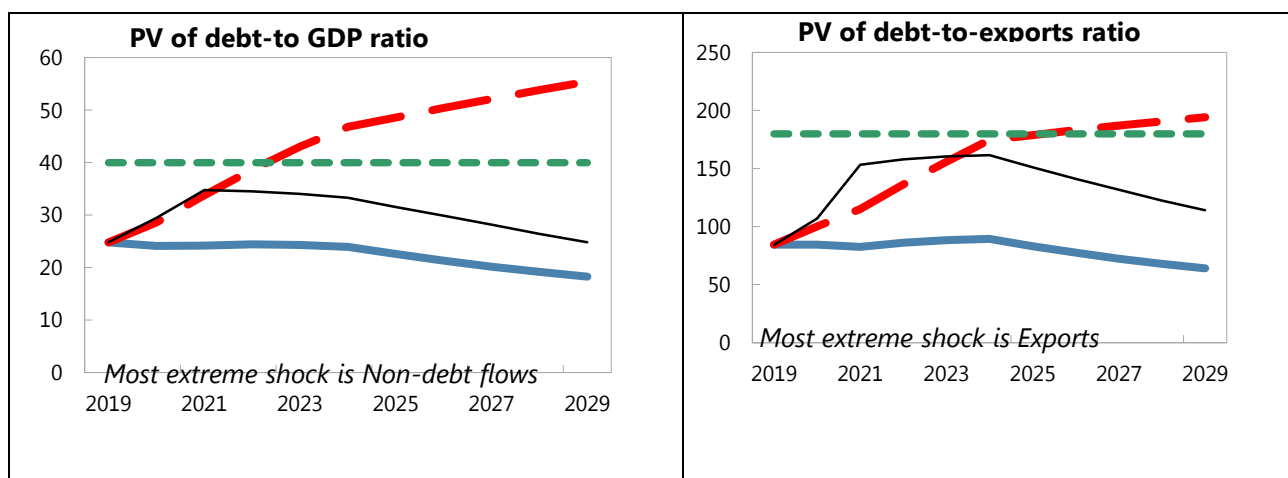
1- **Scénario de référence** : Projection d'un excédent primaire de 1% de 2020 à 2029

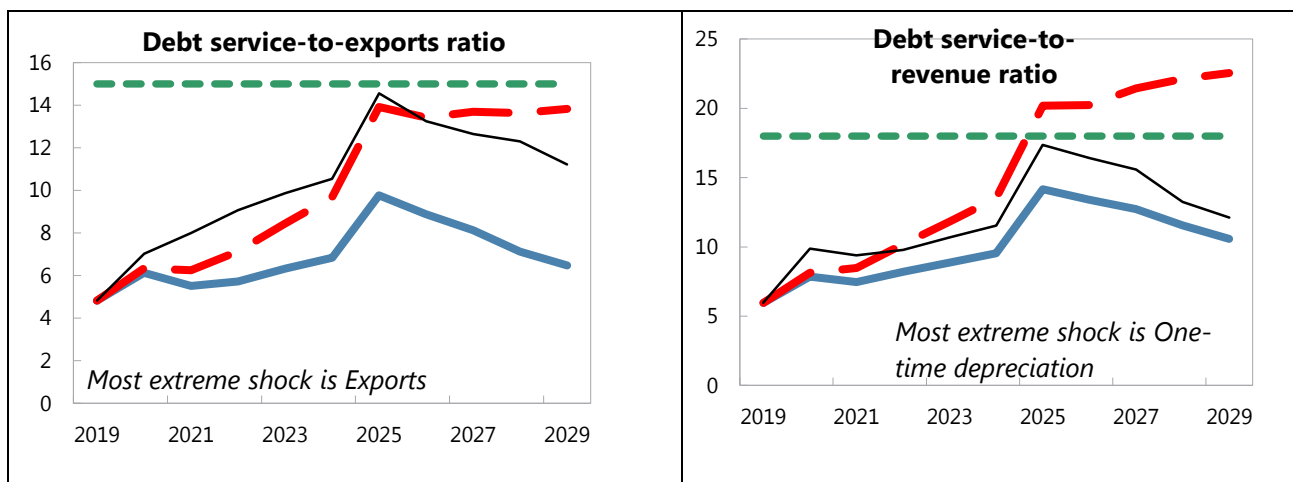
L'objectif fixé est de ramener le taux d'endettement public en deçà de 60% au cours des cinq (5) prochaines années et la valeur actualisée de la dette totale rapportée au PIB en dessous de la norme 55% à l'horizon 2022. Ceci s'inscrit dans le processus de consolidation budgétaire engagé par les autorités dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC). Ainsi, pour y parvenir, des efforts de recouvrement des recettes sont indispensables. L'OTR devrait mobiliser les recettes fiscales à concurrence de 757,4 milliards de FCFA par an en moyenne de 2019 à 2024, soit environ 19,3% du PIB. Les Recettes non fiscales devront être mobilisées à hauteur de 77,3 milliards de FCFA par an en moyenne sur la période sous revue.

Les dépenses primaires se chiffrent par an en moyenne à 877,8 milliards de FCFA sur la même période. Les dépenses courantes sont en moyenne de 623,4 milliards de FCFA, soit 65% des dépenses totales et prêts nets. Les dépenses d'investissements publics sont en moyenne de 343,3 milliards de FCFA, soit 35% des dépenses totales sur la période revue.

Sur la base de la dette existante, des nouveaux financements simulés et des hypothèses macroéconomiques retenues, les résultats montrent que la dette extérieure présente un risque modéré de surendettement parce que tous les indicateurs sont en deçà des normes internationales fixées.

Figure 11 : Seuil de viabilité de la dette extérieure



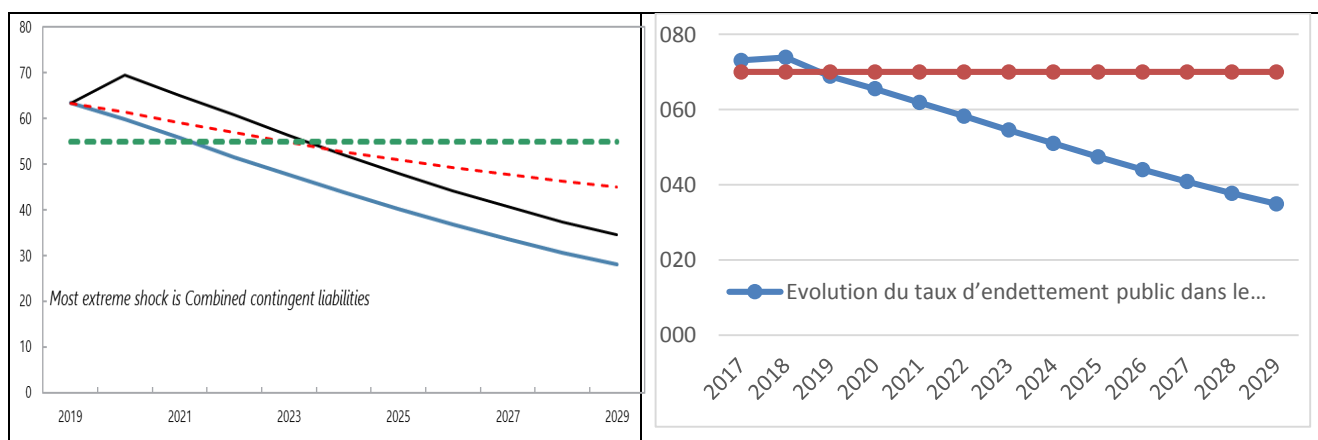


Source : DGTCP, février 2020

Quant à la dette totale, elle présente un risque de surendettement élevé imputable au stock élevé de la dette intérieure à fin décembre 2018. En effet, la valeur actualisée est au-dessus de la norme de 55% du PIB entre 2019 et 2021. A partir de 2022, la VA de la dette totale passe en dessous de 55% du PIB, assurant ainsi le caractère viable de la dette totale dans le long terme.

Figure 12 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)

Figure 13 : Taux d'endettement (Dette totale/PIB)

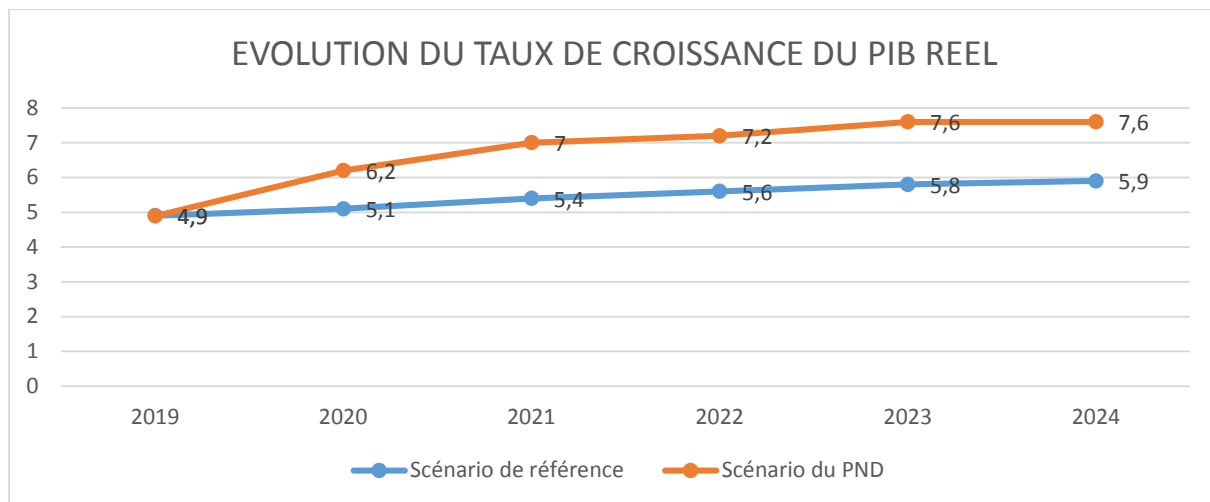


Source : DGTCP, février 2020

2- Scénario avec la prise en compte du PND

Dans le scénario optimiste, le financement du montant du PND estimé à 1 623,1 milliards de FCFA de dépenses d'investissement public est couvert. Ces investissements vont propulser le niveau de l'activité réelle. Ainsi, le taux de croissance se situerait à 7,2% en 2022 contre 5,6% dans le scénario de référence.

Figure 14 : Evolution du taux de croissance du PIB réel



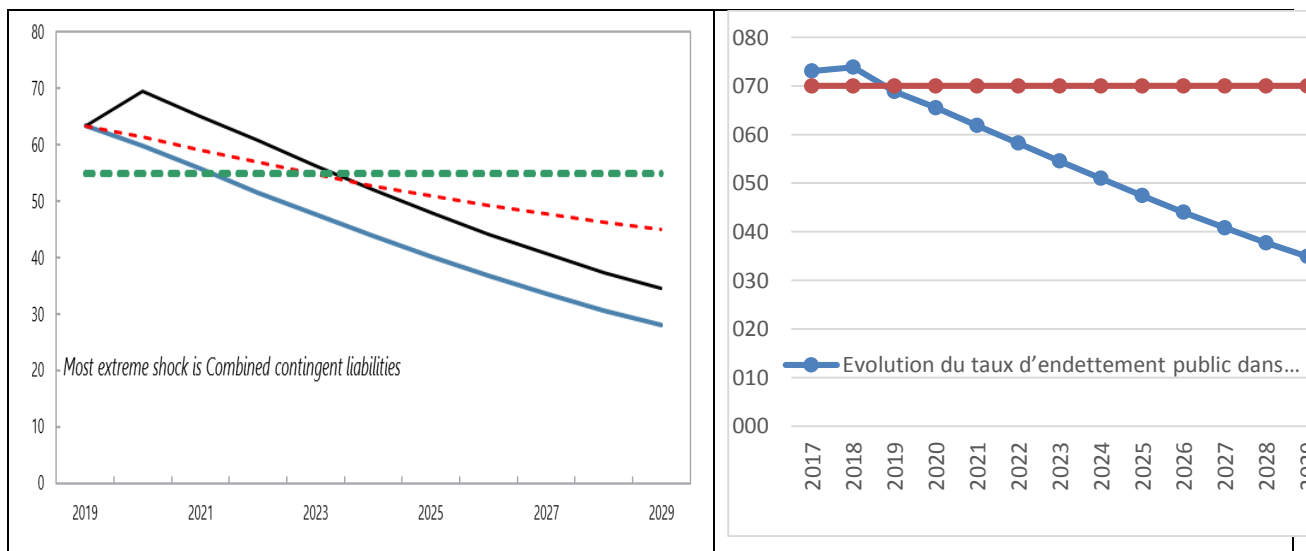
Source : DGTCP, février 2020

La dette extérieure présente un risque modéré dans le scénario optimiste (PND) tout comme dans le scénario de référence. Quant à la dette publique totale, elle sera viable à fin 2021. En effet, la VA/PIB passera de 69,3% du PIB en 2019 à 53% du PIB à fin 2021.

La dette totale en % du PIB passera en deçà de la norme de 70% de l'UEMOA à partir de 2019.

Figure 15 : Seuil de viabilité de la dette totale (VA/PIB)

Figure 16 : Taux d'endettement (Dette totale/PIB)



Source : DGTCP, février 2020

Pour y parvenir, un excédent primaire de 1,5% du PIB au minimum s'avère nécessaire par an sur toute la période de mise en œuvre du PND.

Un effort supplémentaire est exigé de l'OTR pour atteindre ce pari. Sur la période de mise en œuvre du PND, 796,8 milliards de FCFA de recettes fiscales doivent être mobilisées en moyenne chaque année, soit 20,4% du PIB. Les recettes non fiscales doivent être recouvrées à hauteur 71,4 milliards par an en moyenne sur la période sous revue.

Les dépenses primaires se situeraient en moyenne à 890 milliards de FCFA en moyenne sur cette période. Les dépenses courantes et les dépenses d'investissements se situeront respectivement à 601,1 milliards de FCFA, soit 61,3% des dépenses totales et 379 milliards de FCFA, soit 38,7% des dépenses totales.

B- Elaboration du document de stratégie d'endettement public

Suivant les orientations du programme triennal conclu avec le FMI et celles du Gouvernement visant à mobiliser des ressources concessionnelles, tout en contribuant au développement du marché des titres publics de l'UEMOA, la stratégie retenue vise :

- la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels et l'émission des titres publics de maturité relativement longue sur le marché financier régional ;
- la poursuite de la mise en œuvre par le Gouvernement des réformes dans le but de préserver les acquis du programme avec le FMI et de l'amélioration de la qualité de ses politiques et institutions pour bénéficier des nouvelles facilités de l'IDA19 (2021-2023) et du FAD15 (2020-2023) et des dons auprès d'autres partenaires ;
- l'émission par le Trésor Public des titres par voie d'adjudication et de syndication de maturité allant de 7 à 10 ans pour rallonger la maturité de la dette intérieure. La maîtrise du risque de refinancement au-delà de 2020, exige du Trésor Public une gestion active de la dette à travers les mécanismes de rachat et d'échange de titres.

Selon la stratégie retenue, à l'horizon 2024, le portefeuille de la dette publique devrait être composé d'environ 51,7% de dette extérieure et 48,3% de dette intérieure contre respectivement 42,3% et 57,7% à fin 2019. La dette qui arrive à échéance dans un an ressortirait à environ 16,3% en 2024 contre 13,2% en 2019. Par contre, la maturité moyenne du portefeuille serait d'environ 7,0 ans à l'horizon 2024 contre 5,4 ans en 2019.

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP

Dans le cadre de ses activités, le CNDP a procédé en 2019 à la validation du document d'analyse de viabilité de la dette publique. Au cours de la gestion 2019, le CNDP n'a statué sur aucune demande de financement.

Par contre la DDPF a procédé en 2019 à l'examen des dossiers de requêtes de financement et des dossiers de demandes de prorogation de la date limite de décaissement des ressources de prêts et de dons.

Dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le financement du Plan national de développement (PND 2018-2022), des offres de financement ont été également examinées.

La liste des requêtes financement adressées aux différents bailleurs de fonds se comme suit :

Tableau 14 : Liste des requêtes de financement adressées aux bailleurs de fonds

ANNEE	PROJETS	BAILLEURS	OBJET
2019	Financement des projets dans le secteur agricole	BM	Requête pour l'appui de la Banque Mondiale pour le financement des projets dans le secteur agricole
	Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural (PASSCO 2)	AFD	Requête de financement pour les études de faisabilité de la seconde phase du projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural (PASSCO 2)
	Etude d'actualisation du Plan Directeur d'Assainissement des Eaux Usées, des Eaux pluviales du Grand Lomé (PDA-2004) et pour l'étude de faisabilité des projets prioritaires	AFD	Requête de financement pour l'étude d'actualisation du Plan Directeur d'Assainissement des Eaux Usées, des Eaux pluviales du Grand Lomé (PDA-2004) et pour l'étude de faisabilité des projets prioritaires
	Projet de développement Rural de la Plaine de Mô (PDRI-Mô)	BID	Requête pour le financement de la phase II du Projet de Développement Rural Intégré de la plaine de Mô (PDRI-Mô)

Source : DGTCP

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	2
SIGLES ET ACRONYMES.....	3
Introduction	4
I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	5
II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES	5
A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt	5
1- Evolution de l'économie	5
2- Evolution des taux d'intérêts	7
III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT - ANNEE 2019.....	9
A- Financements extérieurs	9
1- Accords de prêt signés avec les créanciers extérieurs	9
2- Tirages des ressources extérieures effectuées en 2019.....	11
B- Financements en monnaie locale	12
1- Bons du Trésor	12
2- Obligations du Trésor.....	13
C- Résultats de l'opération de reprofilage.....	14
D- Prêts directs auprès des banques locales	15
IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	15
A. Dette publique intérieure	16
B- Dette publique extérieure	17
1 - Situation de la dette extérieure à fin 2019	17
2 - Composition de la dette extérieure	18
V – INDICATEUR DE COUT ET DE RISQUE DU PORTEFEUILLE.....	21
A- Coût du portefeuille	21
B - Risques liés au portefeuille de la dette existante	22
1- Risque de refinancement	22
2- Risque de taux d'intérêt	23
3- Risque de taux de change	23
VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT	23
VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP).....	23
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique	23
1- Scénario de référence : Projection d'un excédent primaire de 1% de 2020 à 2029	24
2- Scénario avec la prise en compte du PND.....	25
B- Elaboration du document de stratégie d'endettement public.....	27
C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP.....	27